

Distribution a 50
-9 NOV 1939

SOCIÉTÉ
NATIONALE

des
CHEMINS DE FER
FRANÇAIS

P

NOTE GÉNÉRALE

SÉRIE PERSONNEL N° 7-A⁷

Rectif. n°1 du 16.6.43

Paris, le 6 novembre 1939.

Col.

Nm.
40

XVII

BREVETS D'INVENTION

Les agents qui imaginent un appareil ou un dispositif en rapport direct avec leur service ou qui le réalisent grâce aux ressources et moyens techniques procurés par leurs fonctions peuvent le faire breveter dans les conditions ci-après :

Article 1^{er}. — Demande de brevet.

L'invention fait l'objet d'un dossier établi et remis par l'auteur à son chef direct. Ce dossier est transmis au Chef du Service par la voie hiérarchique.

L'auteur de l'invention peut également adresser directement son dossier à son Chef d'Arrondissement (ou assimilé) ou au Chef du Service, ou encore le déposer dans la boîte à idées (voir l'ordre du jour N° 7 du 25 mai 1938).

S'il est reconnu qu'elle présente un intérêt pour le Chemin de Fer, la demande de brevet est établie par les soins de la Société Nationale conjointement aux noms de la Société Nationale et de l'agent, chacun d'eux ayant la libre disposition et la jouissance de l'invention sans avoir à consulter l'autre propriétaire.

L'agent fait connaître s'il entend se réserver le droit de prendre des brevets à l'étranger.

Article 2. — Frais de brevet.

Les frais de brevet pour la France (y compris les Colonies françaises) et, s'il y a lieu, pour les pays de protectorat français, ainsi que le versement des annuités y afférant incombent à la Société Nationale.

L'agent supporte toutefois les frais et annuités des brevets qu'il désire prendre à l'étranger à son nom seul et sous sa propre responsabilité.

MODÈLE DE CONTRAT

Entre la S.N.C.F.

d'une part,

Et M. X...

d'autre part.

Il a été exposé ce qui suit :

M. X... employé à la S.N.C.F. (Région)
Service) est l'auteur d'une invention relative à

Cette invention, qui est en rapport avec le travail de M. X... à la S.N.C.F. et qui a été réalisée par lui grâce aux moyens techniques et aux ressources et facilités matérielles mis à sa disposition par son employeur, a été reconnue présenter un intérêt pour le Chemin de fer.

En conséquence, il a été arrêté entre la S.N.C.F. et M. X... les conventions ci-après :

Article 1^{er}. — L'invention susvisée est brevetée en France (y compris les Colonies Françaises) et, s'il y a lieu, dans les pays de protectorat, conjointement aux noms de la S.N.C.F. et de M. X...

Elle a fait l'objet d'une demande de brevet en France déposée à la date du , sous le n° provisoire

Article 2 (1). — Chacun des deux brevetés aura personnellement et séparément la propriété, la libre disposition et la jouissance du brevet sous les conditions qui vont être déterminées aux présentes.

Article 3. — Les frais de prise de brevets en France (y compris les Colonies) et éventuellement dans les pays de Protectorat, ainsi que le versement des annuités, incombent uniquement à la S.N.C.F., sans toutefois que la responsabilité de celle-ci puisse être engagée envers M. X... ou ses ayants droit, si une annuité n'avait pas été payée en temps de droit.

M. X... pourra, d'ailleurs, s'assurer auprès de la S.N.C.F. de la régularité du versement des annuités.

Article 4. — (Si la S. N. C. F. entend réserver ses droits pour les pays étrangers).

En ce qui concerne les brevets étrangers, ils seront pris conjointement à la diligence de la S.N.C.F., aux noms de celle-ci et de M. X... Les droits et obligations des brevetés seront déterminés conformément aux dispositions du présent contrat en ce qu'elles ne seront pas contraires à la législation du pays où est requis le brevet.

Toutefois, la S.N.C.F. se réserve le droit de ne pas intervenir pour la prise de brevets dans des pays où elle ne jugerait pas nécessaire de protéger l'invention. En ce cas, il appartiendrait à M. X..., s'il l'estimait utile, de demander lui-même le brevet, à son nom seul, à ses frais exclusifs et sous sa propre responsabilité. Si, d'ailleurs, le brevet devait, en vertu de la réglementation d'un pays, être établi comme en France conjointement aux noms de la S.N.C.F. et de M. X..., celle-ci pourrait alors exiger que le brevet étranger fût transféré au nom seul de M. X... et aux diligences et frais de ce dernier.

Article 4. — (Variante pour le cas où la S. N. C. F. renoncera à prendre des brevets dans tous pays étrangers). En ce qui concerne les pays étrangers, la prise des brevets sera effectuée par les soins et sous la responsabilité de M. X..., s'il le juge utile.

Dans ce cas, les frais d'étude, de dépôt, de délivrance, d'entretien et de défense du brevet, ainsi que toutes annuités et redevances, seront uniquement à la charge de M. X...

La S.N.C.F. se réserve, d'ailleurs, le droit d'exiger que ces brevets étrangers soient pris au nom de M. X... seul.

Si la législation applicable impose que le brevet soit délivré aux noms des deux brevetés français, la S.N.C.F. pourra exiger que le brevet étranger soit transféré au nom du seul M. X... et aux frais de ce dernier.

et poursuites en contrefaçon.

les poursuites en contrefaçon, chacun des ent et séparément, mais les deux titulaires cations, changements et perfectionnements

agents chargés de la recherche de tibles d'être brevetés.

appliquent pas aux agents chargés — et cher des dispositifs nouveaux susceptibles agents au cours de leur mission restent prend les brevets utiles.

en Annexe à la présente Note.

Le Directeur Général,

R. LE BESNERAIS.

Article 5. — La S.N.C.F. et M. X... profiteront chacun de plein droit des additions, modifications, changements, perfectionnements apportés à l'invention par l'un ou l'autre des deux titulaires du brevet, même si ces additions, modifications, changements, perfectionnements sont brevetés au nom d'un seul, et ce dans les conditions prévues à l'article 16 de la loi du 5 juillet 1844.

Article 6. — En vertu de leur droit de disposition et jouissance propres prévu à l'article 2, la S.N.C.F. et M. X... pourront chacun délivrer directement et à leur profit personnel des licences gratuites ou non d'exploitation à tous tiers, tant en France, dans les colonies et les pays de protectorat que dans les pays étrangers.

Article 7. — Les licences et autorisations, ainsi concédées par M. X..., ne pourront, en aucun cas, être opposées ou préjudicier aux droits de la S.N.C.F. ou de ses licenciés, notamment en ce qui regarde l'exécution des marchés de travaux ou de fournitures passés par elle avec ses entrepreneurs.

Article 8. — La S.N.C.F. aura, en tout temps, le droit d'abandonner le brevet en ce qui la concerne et de cesser en conséquence le paiement des annuités stipulé à l'article 3 et à l'article 4. Toutefois, la faculté ainsi réservée à la S.N.C.F. sera subordonnée à la notification à M. X... d'un préavis minimum d'un mois, notification faite par lettre recommandée avec accusé de réception ou par acte extrajudiciaire avant l'échéance d'une annuité. Il appartiendra en pareil cas à M. X..., s'il le désire, d'assumer les charges du brevet et d'effectuer les paiements requis.

Article 9. — Chacune des parties pourra, à ses frais, risques et périls, poursuivre un tiers en contrefaçon, sans d'ailleurs que la responsabilité de l'autre partie soit mise en jeu, celle-ci ayant seulement la faculté d'intervenir personnellement à l'instance, si elle l'estime utile.

Pour le cas où un tiers breveté poursuivrait en contrefaçon la S.N.C.F. et M. X... solidairement ou non, la S.N.C.F. se réserve la faculté d'assurer elle-même à frais communs et au mieux, la direction de la défense des brevets devant toutes juridictions, étant bien spécifié qu'en agissant ainsi dans l'intérêt commun, la S.N.C.F. n'entend nullement prendre de plein droit et seule la charge des indemnités, dommages-intérêts ou autres condamnations pouvant être prononcés contre les deux brevetés.

Il est stipulé, en particulier, que si une condamnation intervenait en raison d'irrégularités ou d'infractions imputables à une seule des parties ou ses ayants droit, l'autre breveté n'aurait pas à en supporter les conséquences et qu'il aurait en tant que de besoin un recours contre le breveté ayant donné lieu à la condamnation.

Article 10. — En matière de brevets étrangers, les dispositions de l'article précédent joueront lorsque le brevet sera pris conjointement. Mais, bien entendu, dans les cas où le brevet sera pris par M. X... à ses risques et périls ou transféré à son propre nom, M. X... aura seul à engager les instances ou à y défendre.

Article 11. — Si, à l'occasion des formalités relatives à une cession, une mutation après décès, une concession de licence ou une permission d'exploitation intéressant un seul breveté, il venait, malgré l'indépendance de droits stipulée à l'article 2, à être exigé par l'Administration d'un pays l'intervention de l'autre breveté, M. X... ou la S.N.C.F. — selon les cas — donnerait tous agréments, autorisations et concours reconnus nécessaires pour une opération régulière, mais, bien entendu, sans pour cela renoncer en quoi que ce soit à l'indépendance de droits susvisée.

Article 12. — En vue, d'ailleurs, d'établir celle-ci vis-à-vis de tous tiers, les présentes seront inscrites dans le Registre spécial des Brevets d'invention à la Direction de la Propriété Industrielle au Ministère du Commerce selon la loi du 26 juin 1920. Il pourra être procédé à cet effet soit par dépôt direct à l'Office, soit par dépôt au rang des minutes d'un notaire, une expédition authentique étant alors transmise à l'Office National de la Propriété Industrielle aux fins de transcription.

En ce qui regarde les brevets étrangers, la publication du présent contrat sera obligatoirement effectuée par transcription aux Offices administratifs de brevets ou au moyen de toutes formalités réglementaires requises pour les brevets dans les pays en cause.

Article 13. — En cas de contestations relatives à l'interprétation et l'exécution des présentes, il est, par une clause formelle de juridiction, attribué compétence aux Tribunaux de la Seine.

Article 14. — Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original des présentes ou d'une expédition délivrée par un notaire à la suite d'un dépôt d'acte dans son étude, pour requérir et effectuer toutes formalités d'enregistrement, publication, dépôts et mentions partout et dans toutes administrations où besoin sera.

Article 15. — Pour l'exécution des présentes, il est fait élection de domicile, savoir :

Pour M. X... à
et pour la S.N.C.F. à son siège social, à Paris, 88, rue Saint-Lazare.

Article 16. — Les frais de timbre et enregistrement du contrat sont à la charge de la S.N.C.F.

Fait à Paris en quatre originaux, le

Brevet à coller sur les articles 6 et 7 (p. 4) de l'Annexe à la Note Générale Série Personnel n° 7-A7 du 6.11.39. (rectificatif n° 1 du 16 juin 1943).